

Brochure n° 3243

Convention collective nationale

IDCC : 1504. – **POISSONNERIE**
(Commerce de détail, demi-gros et gros)

AVENANT N° 55 DU 20 NOVEMBRE 2006

RELATIF À LA RÉMUNÉRATION DES APPRENTIS

NOR : *ASET0651321M*

IDCC : 1504

Entre :

La confédération des poissonniers de France (professionnels du commerce du poisson et de la conchyliculture),

D'une part, et

La fédération commerce, services, force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et secteurs connexes (FGTA) Force ouvrière ;

La fédération nationale des cadres et agents de maîtrise des industries et commerce agroalimentaire CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'apprentissage est une voie d'accès à la formation à laquelle la branche professionnelle est particulièrement attachée et dont la promotion est une priorité afin de favoriser l'insertion de jeunes en plus grand nombre au sein des entreprises relevant de la convention collective nationale de la poissonnerie IDCC 1504.

Article 1^{er}

La rémunération minima se calcule sur la base du SMIC ou du salaire minimum conventionnel si ce dernier est plus favorable au jour de la signature du contrat d'apprentissage entre le jeune et l'entreprise d'accueil.

Au cours de la durée du contrat d'apprentissage, et si des accords de branche interviennent en ce sens, il sera procédé à l'ajustement du calcul de la rémunération établie sur la base du nouveau SMC.

Article 2

La rémunération s'établira selon les barèmes suivants :

ÂGE/ Ancienneté	16-17 ANS	18-20 ANS	21 ANS ET +
1 ^{re} année	25 % du SMC	41% du SMC	53 % du SMC
2 ^e année	37 % du SMC	49 % du SMC	61 % du SMC
3 ^e année	53 % du SMC	65% du SMC	78 % du SMC

Durée. – Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur à compter du premier mois suivant sa signature. Il pourra être révisé selon le dispositif prévu à l'article L. 132-7 du code du travail.

Il pourra également être dénoncé selon les dispositions de l'article L. 132-8 du code du travail.

La partie la plus diligente des organisations signataires en notifie le texte à l'ensemble des organisations représentatives à l'issue de la procédure de signature.

Conformément à la législation en vigueur, le présent avenant sera déposé au conseil des prud'hommes de Paris et à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs.

Fait à Paris, le 20 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)